

Lyon, le 4 février 2020

Communiqué de presse

Lancement de la présidence française de la Stratégie de l'Union Européenne pour la Région Alpine (SUERA)



Jacqueline GOURAULT, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales,
Marie-Guite DUFAY, présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,
Laurent WAUQUIEZ, président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Renaud MUSELIER, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, président de Régions de France,
Jean-Pierre HALKIN, représentant d'Elisa FERREIRA, commissaire européenne à la Cohésion et aux réformes,

ont lancé, aujourd'hui, officiellement la présidence française 2020 de la Stratégie de l'Union Européenne pour la Région Alpine (SUERA).

À cette occasion, la ministre et les présidents ont signé un accord de partenariat État-Régions pour la présidence française 2020.

La SUERA, une coopération de 7 pays européens et 48 régions au service de la réussite de la région alpine

La SUERA vise à mieux prendre en compte les enjeux de la région alpine dans leur globalité et à y répondre dans un cadre de coopération européenne renforcé. Elle se compose de sept États et de 48 régions du massif alpin, s'étendant sur 450 000 km², soit 10 % de la superficie de l'Union européenne et compte près de 80 millions d'habitants. Chaque année, un État et/ou des régions assurent la présidence de la stratégie.

La présidence française, une gouvernance inédite associant l'Etat et les Régions pour impulser une dynamique accrue de développement durable à la région alpine

Succédant à la présidence italienne, la France s'engage pour représenter toute la diversité des Alpes et soutenir les projets qui permettent, aujourd'hui et demain, d'apporter collectivement des réponses aux enjeux des 80 millions d'habitants de l'espace alpin : emploi et formation, patrimoine et savoir-faire, économie, mobilités et accessibilité aux services, mutations démographiques, préservation des ressources naturelles, changement climatique et défi énergétique.

C'est dans ce contexte que la présidence française 2020 de la SUERA sera assurée collégialement par l'État et les Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle sera exercée en lien avec le Conseil exécutif de la SUERA et les groupes d'action de la SUERA correspondant aux priorités de la présidence française 2020.

Dans le cadre de ce partenariat inédit entre l'État et les régions, la France a fait du thème « ensemble pour une région alpine durable » le fil conducteur de sa présidence.

Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, salue « ce partenariat inédit entre l'État et ces trois Régions françaises, qui scelle notre engagement commun pour faire du territoire alpin un modèle européen en matière de transition écologique ». La ministre invite « les États et régions membres de la SUERA à rejoindre la France pour adopter, aux côtés de la



Ce document est cofinancé par l'Union européenne. L'Europe s'engage en France avec le fonds européen de développement régional et le fonds social européen.



France, le manifeste pour une région alpine durable qui permettra de passer de la stratégie aux actions concrètes ».

Marie-Guite Dufay, Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté : « La Région Bourgogne-Franche-Comté veut contribuer à son niveau à cette présidence française, priorisant la transition énergétique. Dans ce cadre, elle pilotera la thématique « Jeunesse et éducation à la montagne ». A ce titre, la Région Bourgogne-Franche-Comté organisera, en juillet prochain, un camp estival de jeunes alpins européens dans le parc naturel du Haut-Jura. Les jeunes sont, en effet, des acteurs et des ambassadeurs incontournables de cette transition énergétique cruciale pour notre avenir. »

Renaud Muselier, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Président de Régions de France, a rendu hommage à « l'excellente coopération entre Etat et Régions françaises dans ce dossier piloté par la Ministre Jacqueline Gourault », soulignant « l'opportunité exceptionnelle de donner un sens politique à cette stratégie alpine, pour qu'elle bénéficie concrètement aux habitants de nos espaces alpins. » Ancien député européen, il affirme qu'« en sachant se servir de l'Europe comme d'un outil stratégique, nous allons pouvoir décrocher des financements massifs pour tous ces territoires et leurs habitants. »

Pour Laurent Wauquiez, président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes : « Les Alpes sont uniques au monde. Elles ont su préserver l'équilibre entre la modernité, l'identité, la préservation de l'environnement, l'industrie, la culture. Notre responsabilité est aujourd'hui de démontrer notre capacité à partager la montagne avec le fait de la respecter. Pour cela, nous avons beaucoup à construire. Il faut laisser les collectivités locales avoir l'initiative et pouvoir piloter, porter ensemble les choses, c'est tout l'esprit de la SUERA et tout son intérêt. Auvergne-Rhône-Alpes s'impliquera pleinement pour que les Alpes deviennent la première montagne durable au monde. »

Un programme fondé sur sept axes

Pour cette présidence 2020 de la SUERA, la France place la lutte contre les changements climatiques et la préservation du patrimoine unique de la région alpine au cœur de son ambition.

Avec l'appui des groupes d'action et de tous les partenaires, la présidence française développera son programme autour de sept axes prioritaires et complémentaires.

- **Préserver la biodiversité et prévenir les risques naturels** (copilotes : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Etat) – Indispensables à la qualité de



Ce document est cofinancé par l'Union européenne. L'Europe s'engage en France avec le fonds européen de développement régional et le fonds social européen.



vie, à l'économie et à l'attractivité du territoire, et donc au maintien des populations et au développement économique des Alpes. La France s'engage à faire adopter une déclaration politique des États et des Régions sur les mécanismes de gouvernance pour la coordination des infrastructures durables de la région alpine, ainsi qu'à constituer et développer un réseau des territoires engagés.

- **Accélérer la transition énergétique de la région alpine** (copilotes : Région Auvergne-Rhône-Alpes et État) – Augmenter l'efficacité énergétique des secteurs public et privé est incontournable. La présidence française entend développer le potentiel de production d'énergies renouvelables de la région : hydroélectricité, solaire, éolien, géothermie, bois de chauffage et biomasse, tout en préservant les terres et en répondant aux contraintes écologiques.
- **Développer la mobilité et les transports durables** (copilotes : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et État) – La présidence française souhaite : valoriser les innovations et nouvelles technologies incitatives au report modal vers le ferroviaire et les solutions logistiques alternatives ; inscrire les tronçons manquants et stratégiques pour l'accessibilité et les liaisons transfrontalières en vue d'améliorer l'accessibilité des zones alpines isolées ; promouvoir le développement du transport par câble reliant les stations aux vallées ; soutenir la conversion énergétique et écologique du transport des passagers comme des marchandises.
- **Développer le tourisme soutenable en toutes saisons** (copilotes : Région Auvergne-Rhône-Alpes et État) – La présidence française a pour ambition de trouver des solutions qui permettent à ce secteur économique essentiel pour les Alpes de se développer dans le respect de l'environnement et de l'authenticité du territoire, notamment en : envisageant le tourisme à l'échelle du territoire et non uniquement de la station ; valorisant le patrimoine dans toute sa diversité ; mettant en réseau les acteurs pour capitaliser sur des initiatives réussies.
- **Promouvoir la consommation de produits locaux de montagne en circuit court** (copilotes : Région Auvergne-Rhône-Alpes et État) – L'ambition est de restaurer la fonction nourricière des Alpes. Consommer localement pour préserver les emplois, les savoir-faire, la biodiversité, les paysages, et réaliser des économies d'échelle. La France souhaite également promouvoir la filière bois et revaloriser le pastoralisme.
- **Inciter les jeunes à participer au développement durable des Alpes** (Copilotes : Région Bourgogne-Franche-Comté et État) – Afin d'impliquer davantage les jeunes dans le développement du territoire alpin, la présidence



Ce document est cofinancé par l'Union européenne. L'Europe s'engage en France avec le fonds européen de développement régional et le fonds social européen.



française souhaite : stimuler la mobilité des étudiants et des jeunes en formation professionnelle ; expérimenter des camps de jeunes urbains et montagnards ; favoriser l'apprentissage des langues alpines ; relancer les séjours scolaires en montagne ; organiser des découvertes d'entreprises de montagne ; susciter les pratiques sportives et de loisirs dans les Alpes pour les jeunes urbains.

- **Améliorer la gouvernance** (Chef de file : État) – La présidence française a pour ambition d'harmoniser les relations et de favoriser les coopérations pour mieux servir les objectifs de la stratégie et obtenir des résultats concrets. Elle systématisera les synergies avec la Convention alpine, et œuvrera à développer les passerelles entre la SUERA et les programmes de coopération territoriale européenne, aussi bien transnationale que transfrontalière, ainsi que les coopérations infrarégionales du développement rural européen. La présidence française sera attentive à renforcer les coopérations villes-vallées-montagnes, seules à même de permettre de réussir efficacement la transition écologique de la région alpine. Enfin, la présidence française travaillera à élargir le cercle des acteurs impliqués dans la SUERA, notamment au profit des collectivités, de la société civile et de la jeunesse.

Contact presse : 01 44 49 89 06 -
www.cohesion-territoires.gouv.fr
[@Min_Territoires](https://twitter.com/Min_Territoires)



Ce document est cofinancé par l'Union européenne. L'Europe s'engage en France avec le fonds européen de développement régional et le fonds social européen.

